

## REGLEMENT DE CONSULTATION

R.C.

Diagnostics de non-décence des logements  
**Marché n° CAF24-2026.01 NON DECENCE**

Date limite de réception des offres  
**22 mai 2026 à 12 heures**

Un logement est considéré comme non-décent s'il ne répond pas à l'un des trois critères énoncés par le décret précité :

- Une surface minimale prévue par la loi
- L'absence de risque manifeste pour la santé et la sécurité des occupants ;
- Une performance énergétique minimale ;
- L'absence de nuisibles ou parasites,
- La présence des équipements habituels permettant d'habiter normalement le logement (en bon état d'usage)

Le prestataire désigné dans le cadre de cet accord cadre devra effectuer 15 diagnostics par an. Il ne s'agit que d'une estimation qui n'engage pas l'Organisme.

La nomenclature CPV correspond à : 7931 000 - Services d'études de marchés.

## **ARTICLE 3 – RENSEIGNEMENTS RELATIFS AU DOSSIER DE CONSULTATION**

### **3.1 Forme et type de procédure**

Les candidats peuvent obtenir gratuitement le DCE sur la plateforme des achats de l'état « PLACE » <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>

Tous les échanges (questions/réponses) se dérouleront exclusivement via la plateforme.

De fait, lors du téléchargement du dossier de consultation, il est recommandé à l'entreprise de créer un compte sur la plateforme de dématérialisation où elle renseignera le nom de l'entreprise et une adresse électronique afin d'être informé de toutes modifications du DCE en cours de procédures ou d'être notifié des questions-réponses.

Si le candidat est dans l'impossibilité de télécharger le DCE en raison d'un problème technique de la plateforme, il pourra demander les pièces par courriel à l'adresse suivante : [achats-budget@caf24.caf.fr](mailto:achats-budget@caf24.caf.fr).

## **ARTICLE 4 – DISPOSITIONS GENERALES DE L'ACCORD CADRE**

### **4.1 Forme et type de procédure**

Le présent accord-cadre est passé selon une procédure adaptée, en application de l'article R2123-1 du Code de la commande publique et du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services

pour représenter les autres membres du groupement. Si le groupement est attributaire de l'accord-cadre, le mandataire devra fournir les documents prouvant son habilitation à représenter le groupement.

Sans préjudice de l'article L.2141-3 du Code de la commande publique, la composition du groupement de ne peut être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature de l'accord cadre public, sauf dans les cas prévus à l'article R2142-26 du même code.

Il est à noter que l'Organisme se réserve le droit de demander à tout moment la communication de la convention constitutive du groupement. Chaque entreprise du groupement énumère la totalité des autres entreprises qui le constituent aux fins d'éviter la méconnaissance de l'ensemble des entités du groupement par l'un de ses constituants.

Le soumissionnaire prendra note de l'interdiction de se présenter en candidat unique et groupé à la fois. De plus, un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même accord-cadre public.

#### **4.5 Variantes**

---

Le présent accord-cadre ne comprend pas de variantes. La proposition de variantes n'est pas autorisée.

#### **4.6 Modalités de financement et de paiement**

---

Le paiement ne s'effectuera que pour les prestations réellement exécutées. Un bon d'intervention et la mention « bon à payer » sur la facture associée attesteront du service fait et conditionneront le paiement.

Le mode de règlement est le virement bancaire au compte ouvert au nom du Titulaire figurant à l'acte d'engagement.

L'unité monétaire retenue est l'euro.

Il sera fait application de l'article R2192-10 du Code de la Commande Publique qui prévoit :

- Le délai global de paiement est de 30 jours ;
- En cas d'intérêts moratoires, sera appliqué le taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principale la plus récente effectuées avant le premier jour calendaire du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majorés de huit points.

C'est pour cette raison qu'il est donc fortement conseillé aux candidats de s'identifier sur la plateforme de dématérialisation place afin de recevoir tout complément d'information.

## ARTICLE 6 – CONTENU DE LA CANDIDATURE ET DE L'OFFRE

Les offres seront rédigées en langue française ou traduites par un traducteur assermenté. Comme précisé à l'article 4.6 du présent document, l'unité monétaire retenue est l'euro.

### 6.1 La candidature

Pour l'appréciation des candidatures, il est demandé de fournir, par chaque candidat ou chaque membre d'un groupement, les renseignements et formalités nécessaires pour l'évaluation des capacités professionnelles, techniques et financières.

Ces éléments peuvent notamment être communiqués au travers des formulaires DC1 et DC2 joints au dossier de consultation proposé sur la plateforme PLACE au moment du dépôt de l'offre.

Les documents suivants devront être produit au titre de la candidature :

- **Identification du candidat ou du mandataire de groupement** : Nom ou dénomination et adresse du siège sociale, adresse électronique, numéros de téléphone et numéro Siret (DC1)
- **Une déclaration sur l'honneur** dûment datée et signée par le candidat justifiant qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L.2141-1 à L2141-5, L2141-7 à L2141-10 du Code de la Commande publique (DC1) ;
- **Attestation sur l'honneur conformément à l'article L2143-6 du Code de la Commande publique que le candidat ne fait pas l'objet d'une interdiction de concourir** ;
- **Attestation fiscale et sociale** : documents prévus à l'article R2413-7 du Code de la Commande publique : les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que les obligations fiscales et sociales ont été satisfaites.
- **Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée**, l'un des documents suivants (article D8222-5 du Code du travail) :
  - ☐ Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) de moins de trois mois ;
  - ☐ Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
  - ☐ Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.
- **Le chiffre d'affaires global réalisé au cours des trois derniers exercices disponibles**. Pour les sociétés nouvellement créées, le candidat pourra fournir toutes indications concises et utiles permettant de juger de sa capacité financière à exécuter l'accord cadre (DC2)

- Composition de l'équipe opérationnelle et administrative et rôle de chacun, suppléances éventuelles en cas d'absence ou d'indisponibilité
- Qualifications et compétences de chaque intervenant : CV, formation, agréments, méthodologie dans l'approche d'un public vulnérable et dans la formulation de préconisation adaptée à la situation (impartialité, neutralité, confidentialité et factualité dans la retranscription de l'état des lieux des préconisations).
- Prise en compte des aspects environnementaux : démarche environnementale, éco-responsable et sociétale de la société (actions effectuées en faveur de l'environnement, des salariés, de la société)

Le candidat est informé que seul dépôt de l'offre vaut engagement de sa part à signer ultérieurement le marché qui sera attribué. Tout défaut de signature, retard ou réticence expose l'auteur de l'offre à une action en responsabilité.

Le délai de validité des offres est fixé à quatre-vingt-dix (90) jours, à compter de la date limite de remise des offres.

**Observations : En cas de différence entre les prix reportés dans le BPU et le DQE, les tarifs du BPU prévaudront. Une information sera communiquée au candidat.**

## ARTICLE 7 – EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

### 7.1 Jugement des offres

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, l'Organisme peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai dans un délai approprié et identique pour tous par le biais de la plateforme électronique.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités techniques et financières. Les candidatures incomplètes ou demeurées incomplètes à la suite d'une demande de compléments sont éliminées.

Cette vérification de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle peut être effectuée à tout moment de la procédure et au plus tard avant l'attribution du marché. Conformément à l'article R2161-4 du code de la commande publique, l'Organisme peut décider d'examiner les offres avant les candidatures

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

**Note de l'offre = (Montant de l'offre moins-disante / Montant de l'offre à noter) \* Base de notation**

Montant de l'offre moins-disante = correspond au prix de l'offre la moins chère (offres anormalement basses exclues).

Montant de l'offre à noter = correspond au prix de l'offre à évaluer.

Base de notation = correspond à la note maximale pouvant être obtenue.

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées entre les indications portées sur le bordereau des prix unitaires et le détail quantitatif estimatif, le bordereau des prix prévaudra et le montant du détail quantitatif estimatif sera rectifié en conséquence. L'entreprise sera invitée à confirmer l'offre ainsi rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Le classement de la proposition la plus intéressante, tel que défini lors du jugement des offres ne pourra être modifié lors de la mise au point du marché.

L'Organisme se réserve la possibilité de négocier avec les candidats consultés ayant présenté les meilleures offres sur le montant et/ou les modalités techniques de leur offre.

Les candidats sont informés que les négociations pourront porter sur le prix des prestations

## **7.2 Régularisation des offres**

---

L'Organisme se réserve la possibilité de demander aux soumissionnaires de régulariser leurs offres jugées irrégulières et inacceptables, dans les conditions visées à l'article R2152-2 du Code de la commande publique.

Une offre est considérée comme irrégulière si elle ne respecte pas les exigences formulées dans les documents de la consultation notamment parce qu'elle est incomplète ou qui méconnaît la législation applicable notamment en matière sociale et environnementale.

Une offre est considérée comme inacceptable si son prix excède les crédits budgétaires alloués à l'accord-cadre publics tels qu'ils ont été déterminés et établis avant le lancement de la procédure.

En application de l'article R2152-1 du code susvisé, l'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre inappropriée sera immédiatement écartée. Est considérée comme inappropriée, une offre sans rapport avec l'accord-cadre public parce qu'elle n'est manifestement pas en mesure, sans modification substantielle, de répondre au besoin et aux exigences de l'acheteur formulés dans les documents de la consultation.

Les fichiers déposés sur la plateforme du site de dématérialisation devront respecter les formats fichiers suivants :

- Microsoft (excel, word)
- JPEG pour les images (.jpg)
- 7zip (.zip) pour les fichiers compressés
- PDF Adobe

### 8.3 Copie de sauvegarde

---

Le candidat est autorisé à effectuer à la fois une transmission électronique via la plateforme et à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur support physique (CD ou DVD, Clé USB) ou support papier. Les documents de la copie de sauvegarde sont soumis aux mêmes obligations que ceux transmis par ailleurs : ils doivent être signés si la signature est requise.

L'Organisme procédera à l'ouverture de la copie de sauvegarde dans les cas suivants :

- Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique ;
- Lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

Attention : lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans la copie de sauvegarde, celle-ci est écartée par l'Organisme.

La copie de sauvegarde doit être envoyée sous pli scellé, **par voie postale en recommandé avec accusé de réception**, avant la date limite de remise des offres à l'adresse ci-dessous.

**Caf de la Dordogne**  
Service Achats-Budget  
50 rue Claude Bernard  
24 011 Périgueux Cedex

Le pli portera la mention « copie de sauvegarde », accompagnée du nom du candidat et de la référence du marché.

### 8.4 Signature électronique des documents

---

La signature électronique est possible mais n'est pas obligatoire. Seul le candidat informé que son offre est retenue sera tenu de signer l'acte d'engagement (signature manuscrite). Le candidat peut toutefois choisir de signer son offre dès le dépôt de sa candidature. Dans ce

jusqu'à la signature de l'accord cadre conformément à l'article 2 et suivants de l'ordonnance n°2009-515 du 7 mai 2009 relative aux procédures de recours.

- Sous réserve des articles 12 et 13 de l'ordonnance n°2009-515 du 7 mai 2009 relative aux procédures de recours : introduction d'un référé contractuel dans un délai de 31 jours à compter de la publication de l'avis d'attribution ou dans un délai de 6 mois à compter du lendemain de la conclusion de l'accord-cadre conformément aux articles 11 et suivants de l'ordonnance n°2009-515 du 7 mai 2009 relative aux procédures de recours.

Le tribunal compétent est le Tribunal Judiciaire de Bordeaux – 30 rue des frères Bonie – 33 000 Bordeaux.

A Périgueux le 31 mars 2026

Claudine ODIER



*Directrice de la Caisse d'Allocations Familiales  
de la Dordogne (Le pouvoir adjudicateur)*